



**AMBASSADE
DE FRANCE
EN FINLANDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Revue de la presse finlandaise

Le service de presse et de communication de l'Ambassade de France en Finlande propose quotidiennement, en français, une revue de la presse finlandaise. Les opinions et les jugements émis dans cette revue de presse ne sauraient engager la responsabilité de l'Ambassade. Cette revue est réalisée à partir de la lecture des titres suivants :

Aamulehti (AL), Helsingin Sanomat (HS), Hufvudstadsbladet (Hbl), Iltalehti (IL), Ilta-Sanomat (IS), Kaleva, Kanava, Kansan Uutiset (KU), Kauppalehti (KL), Keski-suomalainen (KS), Nykypäivä (NP), Suomen Kuvalehti (SK), Suomenmaa (SM), Turun Sanomat (TS), Demokraatti (Dem).

Vendredi 25 avril 2025

Politique étrangère	2
La ministre des Affaires étrangères Ekina Valtonen à la réunion des ministres des Affaires étrangères des pays nordiques et baltes les 28 et 29 avril au Danemark.....	2
OTAN	2
Point de vue.....	2
Les Finlandais ne font pas confiance aux États-Unis en matière de sécurité malgré les paroles rassurantes de leurs dirigeants politiques	2
Défense	2
Le ministère de la Défense dément le projet d'achat conjoint de chars d'assaut	2
Politique intérieure.....	3
Analyse	3
Le Parti de la coalition nationale du Premier ministre a fait un tour de passe-passe fiscal historique que l'on n'imaginait pas possible en Finlande	3
Réactions de l'opposition.....	4
Editoriaux.....	5
« Le gouvernement a fait un virage à 180° en politique économique » HS	5
« Le premier ministre Petteri Orpo a sorti une baguette magique : d'un seul coup il annonce qu'il y a de l'argent à dépenser » IS.....	5
« Le gouvernement joue son va-tout » IL	5
« Le gouvernement continue sur une trajectoire de collision avec les syndicats » TS.....	5
Commentaire.....	5
Selon le chercheur Markku Jokisipilä, les mesures du gouvernement ne vont pas améliorer la situation des Vrais Finlandais	5
Economie	6
Le taux de chômage monte à 9,3 %	6
Chantier naval : Rauma en négociations sur une commande de brise-glaces	6
Transports.....	6
Chemin de fer : le gouvernement souhaite étudier la question de l'écartement des rails concernant les voies ferrées finlandaises.....	6

Politique étrangère

La ministre des Affaires étrangères Elina Valtonen à la réunion des ministres des Affaires étrangères des pays nordiques et baltes les 28 et 29 avril au Danemark

La ministre finlandaise des Affaires étrangères, Elina Valtonen, participera à la réunion du NB8 réunissant les ministres des Affaires étrangères des pays nordiques et baltes à Bornholm, au Danemark les 28 et 29 avril. Des ministres polonais, français et allemands participeront également à la réunion.

Les ministres discuteront de questions d'actualité en matière de politique étrangère, du soutien à l'Ukraine et de la coopération européenne en matière de sécurité et de défense.

« Le partenariat déjà étroit entre la Finlande et les pays nordiques et baltes s'est renforcé. Je me réjouis également que nous entretenions un dialogue étroit avec la Pologne, la France et l'Allemagne dans le cadre de la coopération du NB8 », a déclaré la ministre Valtonen.

La réunion sera présidée par le Danemark, actuel pays coordinateur de la coopération du NB8. https://valtioneuvosto.fi/-/ulkoministeri-valtonen-osallistuu-pohjoismaiden-ja-baltian-maiden-ulkoministerikokoukseen-tanskassa?languageld=en_US

OTAN

Point de vue

Les Finlandais ne font pas confiance aux États-Unis en matière de sécurité malgré les paroles rassurantes de leurs dirigeants politiques

Selon le rapport NATOpoll publié jeudi, le consensus des Finlandais sur l'OTAN s'est un peu effrité. Selon le journaliste Saska Saarikoski, les résultats du sondage reflètent le manque de confiance des Finlandais dans les États-Unis, en dépit des paroles rassurantes des dirigeants politiques finlandais.

« La plupart des Finlandais, soit 76 %, sont toujours pour l'adhésion à l'OTAN ; le chiffre a diminué de 7 points. En revanche, la confiance des Finlandais dans les États-Unis s'est effondrée : seulement 16 % des Finlandais estiment que les États-Unis dirigés par Donald Trump seraient prêts à défendre les pays européens de l'OTAN.

Pour la Finlande, qui a cherché refuge auprès des États-Unis, il s'agit d'un scénario d'un film d'horreur : leur protecteur s'avère être un ami de leur persécuteur.

Dans cette situation difficile, le Président Alexander Stubb a évité de critiquer les États-Unis : il a tenté d'attendrir Trump en jouant au golf avec lui et il a assuré que la Finlande pouvait compter sur l'OTAN et les États-Unis. Pour le Président finlandais, il n'y a pas vraiment d'autre choix. Mais cela ne veut pas dire que les Finlandais ont plus confiance dans les paroles de leur Président que dans ce qu'ils peuvent voir de leurs propres yeux.

Les Finlandais ont toujours senti le besoin de rester unis face aux grandes questions de politique étrangère et de sécurité. Lors d'une crise, on se réunit autour du drapeau et du chef. Mais le problème est maintenant de savoir autour de quel drapeau se réunir et sous quelle direction.

Selon le rapport NATOpoll, seulement un cinquième des Finlandais font confiance à la capacité de leurs dirigeants politiques de prendre de bonnes décisions sur le long terme. L'esprit révolutionnaire des Finlandais n'a pas disparu. »

HS

Défense

Le ministère de la Défense dément le projet d'achat conjoint de chars d'assaut

La Finlande ne planifie pas d'acheter conjointement des centaines de chars d'assaut avec la Suède, la Norvège et la Lituanie, a annoncé le ministère de la Défense.

Selon le ministère, il n'existe aucun plan ou projet de ce genre.

Le Premier ministre suédois Ulf Kristersson a annoncé mardi lors d'une conférence de presse avec le Premier ministre lituanien Gintautas Paluckas que la Finlande, la Norvège, la Suède et la Lituanie prévoient d'acheter conjointement des centaines de chars d'assaut.
HS

Politique intérieure

Analyse

Le Parti de la coalition nationale du Premier ministre a fait un tour de passe-passe fiscal historique que l'on n'imaginait pas possible en Finlande

L'objectif à long terme du Parti de la coalition de réduire les impôts sur les revenus élevés a enfin été atteint, écrit la journaliste politique Hanna Mahlamäki.

Les réductions d'impôts pour les entreprises et les personnes à revenus élevés décidées cette semaine par le gouvernement sont historiques et significatives.

Mercredi, la ligne de politique économique du gouvernement de Petteri Orpo a changé. Dans le même temps, la date des négociations de mi-mandat de ce gouvernement restera dans l'histoire politique comme une étape importante dans le parcours hégémonique du Parti de la coalition nationale, commencé il y a plus de 20 ans.

Le Parti de la coalition nationale est devenu le parti le plus important en Finlande sous la direction de dix ans de Jyrki Katainen, élu chef du parti en 2004. Sous sa direction, le parti s'est modernisé et a appris à gagner des élections.

Il a cependant fallu beaucoup de temps pour que la politique du Parti de la coalition nationale devienne dominante. Aujourd'hui, vingt ans plus tard, les principaux objectifs du Parti de la coalition nationale ont été atteints, l'un après l'autre : l'adhésion à l'OTAN, la libéralisation de la politique de l'alcool, la mise au pas du mouvement syndical et enfin la mise en œuvre de sa propre politique fiscale.

Cette semaine, le gouvernement a donc annoncé des réductions d'impôts à grande échelle pour les entreprises et les personnes à hauts revenus. La réduction des taux marginaux de l'impôt pour les tranches de revenus les plus élevées est historique pour deux raisons.

Tout d'abord, il s'agit d'une aide d'une générosité sans précédent en euros pour les personnes à hauts revenus. Deuxièmement, on pensait que cela n'était pas politiquement possible en Finlande.

Le Parti de la coalition nationale a pour objectif depuis des décennies de réduire les « taux marginaux supérieures » de l'impôt sur le revenu qui était longtemps de près de 60%.

La raison pour laquelle le Parti de la coalition a adopté cet objectif était que plusieurs rapports sur la croissance au début des années 2000 recommandaient de réduire les impôts sur les personnes à revenus élevés afin que le travail soit plus rentable et que davantage de personnes travaillent. Il y a aussi une raison idéologique : du point de vue de la Coalition nationale, on ne peut pas donner plus de la moitié des fruits de son propre travail à l'État.

Depuis vingt ans, le Parti de la coalition nationale a été au gouvernement tantôt avec le Parti du Centre, tantôt avec le Parti social-démocrate, et jusqu'à présent, il a été politiquement impossible de mettre l'accent sur les réductions d'impôts pour les tranches de revenus les plus élevées comme c'est le cas actuellement.

En effet, les politiciens sont soumis à une forte pression pour considérer la fiscalité spécifiquement comme une question de répartition des revenus.

C'est aussi ce que pense une grande partie de la population. Un sondage commandé par Helsingin Sanomat a montré à l'automne 2023 que la majorité des citoyens s'opposaient à une réduction de l'impôt sur les hauts revenus. Même la majorité des personnes à hauts revenus s'y sont opposées.

Année après année, les réductions d'impôts ont donc été utilisées pour améliorer le pouvoir d'achat, égaliser les différences de revenus et accroître l'équité. Les réductions d'impôts pour les revenus moyens et faibles ont également été justifiées comme un moteur de croissance économique, car pour les groupes de population à faibles revenus, tout argent supplémentaire va plus facilement directement à la consommation.

Le désir du Parti de la coalition de procéder à des réformes structurelles a donc été contrecarré depuis deux décennies.

Il leur a fallu attendre d'être au pouvoir avec le parti des Vrais Finlandais – et plus précisément le parti des Vrais Finlandais de Riikka Purra – pour que l'objectif à long terme du Parti de la Coalition soit atteint. Au sein des Vrais Finlandais, la ligne économique de droite s'est d'abord développée sous la direction de Jussi Halla-aho et s'est renforcée sous la direction de Riikka Purra. Ce qui a permis au parti de la coalition nationale d'atteindre ses objectifs.

Mais au final, la ligne du gouvernement Orpo semble incohérente : d'abord le parti a dit n'y avait pas d'argent, puis le même parti réduit les impôts. Pourtant, ces deux virages, avec leurs justifications différentes, sont précisément des politiques qui reflètent les valeurs du parti de la Coalition nationale.

Un impôt marginal est un impôt payé sur un revenu supplémentaire. Avec la progression, il devient plus élevé à mesure que les revenus augmentent. Par conséquent, à un certain moment, quelqu'un qui gagne bien sa vie peut décider que cela ne vaut pas la peine de travailler davantage, même si en principe il le pourrait. Ces derniers temps, on a souvent parlé de médecins choisissant de travailler quatre jours par semaine. Et ils seraient de plus en plus nombreux. La fiscalité aurait donc encouragé certains salariés à hauts revenus à travailler moins, et le gouvernement veut changer cela.

Aux yeux de l'opposition, la baisse du taux marginal pour les revenus supérieurs apparaît comme une faveur aux plus riches dans une situation où la question de la division de la population bat déjà son plein.

Par ailleurs, les conséquences politiques pourraient être particulièrement graves pour les Vrais Finlandais.

De plus, le triomphe idéologique du parti de la coalition nationale est éclipsé de Petteri Orpo par le fait que les victoires politiques ont été obtenues dans un monde dangereusement instable. Relancer la croissance économique par l'action gouvernementale devient de plus en plus difficile. Le parti a remporté la bataille des idées – qu'en sera-t-il des finances publiques ?
HS

Réactions de l'opposition

Au Parlement, lors de l'heure des questions au gouvernement, l'opposition a critiqué le gouvernement pour les allègements fiscaux qui bénéficieront surtout les personnes aux revenus importants, et pour les coupes dans l'éducation.

La présidente du groupe parlementaire du PSD, Tytti Tuppurainen, se demande où le gouvernement trouve l'argent pour ces mesures historiques. Tuppurainen estime que le gouvernement oublie les Finlandais aux salaires moyens.

Pia Lohikoski, députée de l'Alliance des gauches, estime que si c'est le patronat EK qui demande de l'argent, le gouvernement en trouve.

Sofia Virta, présidente des Verts, estime que l'allègement fiscal concernant le travail et l'entrepreneuriat est un bon objectif, mais qu'il ne faudrait pas le faire en s'endettant, surtout pas de façon historique.

Le président du PSD, Antti Lindtman, indique qu'un enseignant bénéficiera de l'allègement fiscal à hauteur de cinq euros par mois – compte tenu de la suppression de la déduction de la cotisation syndicale – tandis que quelqu'un avec des revenus du même niveau qu'un ministre aura 5000 euros de plus par an.

Saara Hyrkkö, députée des Verts, est outrée des coupes supplémentaires dans l'éducation, alors que, pour la croissance, il n'y a rien de plus important que la formation.

La présidente de l'Alliance des gauches Minja Koskela indique que l'endettement sera allégé pendant un an en prenant de l'argent dans la caisse de retraite de l'Etat, mais continuera après le mandat du gouvernement actuel.

Eeva Kalli, députée du Centre, regrette que les PMI ne soient pas plus prises en compte concernant les allègements fiscaux de l'impôt sur les sociétés.

Markus Lohi du même parti regrette la faible diminution concernant la TVA sur les denrées alimentaires, seulement 0,5 point.

Yle, HS

Editoriaux

« Le gouvernement a fait un virage à 180° en politique économique » HS

Les décisions du gouvernement semblent avoir été davantage fondées sur des souhaits que sur des données de recherche économique regrette l'éditorialiste du Helsingin Sanomat.

HS

« Le premier ministre Petteri Orpo a sorti une baguette magique : d'un seul coup il annonce qu'il y a de l'argent à dépenser » IS

Le gouvernement dit depuis deux ans qu'il n'y a absolument pas d'argent. Et d'un seul coup, il en trouve, s'étonne l'éditorialiste d'Ilta-Sanomat.

« Le gouvernement joue son va-tout » IL

Les négociations de mi-mandat du gouvernement ont créé un choc sur le front fiscal. Les résultats ont été annoncés avant que les Finlandais ne se couchent, écrit Johannes Ijäs d'Ilta-lehti.

« Le gouvernement continue sur une trajectoire de collision avec les syndicats » TS

L'éditorialiste du Turun Sanomat estime que la suppression de la déduction fiscale des cotisations des syndicats va entraîner de nouvelles tensions entre le gouvernement et les syndicats.

« Le gouvernement continue sur une trajectoire de collision avec les syndicats. La suppression de la déduction fiscale des cotisations des syndicats est du poison pour le mouvement syndical, qui est déjà en colère contre le gouvernement à cause des actions passées du gouvernement sur le marché du travail. Le syndicat des travailleurs de l'industrie Teollisuusliitto a déjà annoncé que la suppression de la déduction fiscale menaçait les trois années de paix sociale qui ont été obtenues suite aux négociations sur la nouvelle convention salariale. »

TS

Commentaire

Selon le chercheur Markku Jokisipilä, les mesures du gouvernement ne vont pas améliorer la situation des Vrais Finlandais

Turun Sanomat a publié une analyse sur la situation des Vrais Finlandais suite aux négociations de mi-mandat.

À cause leur perte électorale, on attendait que les Vrais Finlandais défient le parti de la coalition nationale Kokoomus lors des négociations de de mi-mandat, mais cela n'a pas été le cas. Les Vrais Finlandais ont bien coopéré avec le Kokoomus : les sujets habituels des Vrais Finlandais, comme le climat ou la taxe sur l'essence, n'ont pas fait d'objet de conflit au sein du gouvernement. La présidente des Vrais Finlandais et ministre des Finances Riikka Purra a gardé sa ligne économique habituelle.

Selon le directeur du Centre de recherche parlementaire Markku Jokisipilä, ce n'est pas étonnant : Purra s'est montrée très engagée dans le programme du gouvernement. Cependant, Jokisipilä prévoit que ces décisions ne vont pas augmenter l'audience des Vrais Finlandais. « 620 000 Finlandais ont voté pour les Vrais Finlandais lors des dernières élections législatives de 2023. Une grande partie d'entre eux sont mécontents de ce que le parti a fait au gouvernement. Ceux qui sont mécontents ne vont sûrement pas changer d'avis maintenant », dit Jokisipilä.

Une chose qui est particulièrement difficile de justifier pour leurs électeurs travailleurs est la suppression du droit de déduire les cotisations syndicales surtout dans le contexte actuel : lors les élections municipales et régionales, les Vrais Finlandais ont perdu beaucoup de votes en faveur du PSD.

« Auparavant, les Vrais Finlandais ont pu attirer des électeurs du PSD. Maintenant, le courant s'est inversé », dit Jokisipilä.

Selon Jokisipilä, les Vrais Finlandais se disent probablement qu'ils ont encore deux ans de tranquillité avant les élections législatives : le parti estime que d'ici 2027 la situation économique de la Finlande s'améliorera, ce qui leur permettrait d'augmenter également leur audience – si ces mesures du gouvernement fonctionnent.

TS

Economie

Le taux de chômage monte à 9,3 %

En mars, il y avait 285 000 personnes au chômage en Finlande, ce qui est 31 000 personnes de plus qu'il y a un an. Le taux de chômage s'élevait à 9,3 %, selon le Centre national d'études statistiques.

Il 13 000 de moins personnes employées qu'en mars 2024. Le taux d'emploi était de 76,1 %, contre 77,1 % il y a un an.

HBL, KS/11

Chantier naval : Rauma en négociations sur une commande de brise-glaces

Aamulehti relève que le chantier naval de Rauma est sollicité par les Etats-Unis sur la construction de cinq brise-glaces au plus de taille moyenne et discute de l'éventualité de la construction de trois grands brise-glaces.

AL se base sur trois sources, mais n'a pas pu interroger le directeur général du chantier naval de Rauma pour un commentaire.

Les concurrents principaux de la Finlande dans ce secteur sont les chantiers navals norvégiens, néerlandais, canadiens et sud-coréens.

AL

Transports

Chemin de fer : le gouvernement souhaite étudier la question de l'écartement des rails concernant les vois ferrées finlandaises

Le gouvernement envisage d'étudier l'opportunité de rendre la voie ferrée de la Finlande du Nord, à écartement large, plus étroite pour correspondre à ce qui est la norme ailleurs en Europe hors-mis les pays Baltés, l'Irlande et la péninsule Ibérique.

20 millions d'euros ont été réservés à l'étude dans les négociations de la mi-législature.

Il s'agirait de commencer par Kemi et Tornio.

La ministre des Transports et des Communications Lulu Ranne (Vrais Finlandais), indique que selon la Commission européenne, l'OTAN et les forces armées, il s'agit du projet de mobilité militaire le plus important en Europe.

Elle relève qu'outre la mobilité militaire, il en va de la sécurité de l'approvisionnement, de la vitalité et de la croissance.

Actuellement on envisage Oulu comme la ville le plus au Sud qui serait reliée par une voie à écartement moins large.

KL/17